

Initiatives ministérielles

du travail scientifique au Canada. Le CNRC a également constitué un réservoir de compétences pendant la guerre en attirant au Canada des scientifiques de grande réputation et de haut calibre qui sont venus s'installer et travailler chez nous. Il a en fait continué de le faire au fil des années jusqu'à maintenant. Nous avons maintenant un gouvernement qui semble résolu à détruire cette institution, en lui enlevant tout moyen d'attirer des scientifiques doués et compétents.

Le CNRC subit des compressions budgétaires et les scientifiques n'y viennent plus. Le problème qui revient dans toutes les conversations dans les milieux scientifiques—je suis en contact avec eux depuis un certain temps et ils sont très très inquiets—c'est qu'une fois qu'on commence à démolir une institution comme celle-là et que les gens commencent à partir, la tendance est très difficile à renverser. C'est le message que j'entends tout le temps.

Pour répondre à mon collègue de Cape Breton Highlands—Canso, je crains fort que nous ne perdions ces compétences du Conseil national de recherches. Une fois que les départs auront commencé, ils n'arrêteront plus. Les effectifs diminuent à cause des compressions budgétaires et de la démoralisation. L'institution se trouve présentement dans un état très précaire, grâce aux bons soins du gouvernement.

Le président suppléant (M. Paproski): Il ne reste qu'une minute pour poser une brève question ou faire une courte observation. C'est tout ce que je peux accorder au député de Willowdale.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, des membres du Comité de l'industrie, de la science et de la technologie ont eu l'occasion de visiter le CNRC il y a peu de temps. Nous y avons rencontré quelques-uns des dirigeants. Ils sont beaucoup moins nombreux qu'auparavant, en raison des importantes compressions imposées dans la haute direction et dans tout le reste du CNRC. Lorsque nous leur avons posé des questions précises au sujet de l'état de la recherche et du développement au Canada, ils craignaient vivement de répondre à des questions directes. Dans mon for intérieur, je les critiquais et je tiens à m'excuser auprès d'eux.

• (1410)

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je prends la parole en tant que ministre d'État chargé de l'Industrie,

de la Science et de la Technologie pour vous entretenir aujourd'hui de cette motion d'opposition.

J'ai pu écouter un grand nombre des discours prononcés par des députés d'en face, de même que les discours très objectifs et très utiles des députés de ce côté-ci. Je voudrais faire une observation préliminaire, puis traiter plus longuement de la position du gouvernement, non seulement sur le financement du Conseil national de recherches, mais également sur celui des sciences et de la technologie en général.

Ce matin, j'ai écouté attentivement le débat jusqu'à midi, puis je suis revenu plus tard pour entendre la suite. Pas une fois je n'ai entendu l'opposition parler des liens avec le secteur privé. Tout son débat au sujet des sciences et de la technologie m'a rappelé un peu un plaidoyer en faveur d'un établissement culturel. Selon l'opposition, la recherche en sciences et en technologie devrait se faire dans les universités et dans les laboratoires gouvernementaux. Nous n'entendons pas un seul mot du maintien et du renforcement de ces établissements grâce à des liens avec le secteur privé et avec les industries canadiennes. C'est une lacune fondamentale que j'ai relevée chez tous les députés d'en face aujourd'hui. Selon eux, il ne faut pas maintenir ces établissements gouvernementaux et universitaires en établissant des liens avec le secteur privé. Ils n'en parlent pas ni ne s'en soucient. Ils considèrent presque les sciences et la technologie comme un bien culturel qui existe sans aucun lien avec le monde réel ou le secteur privé.

M. Milliken: C'est absurde.

M. Hockin: Des députés d'en face disent que c'est absurde. C'est certainement le cas, et c'est bien ce qu'ils laissent entendre en négligeant de parler des liens avec le secteur privé. Le problème, chez eux, c'est ils veulent qu'on maintienne ces organismes à l'écart, qu'on les coupe du monde extérieur, de la recherche industrielle et du secteur privé, grâce auxquels ils pourraient acquérir force et dynamisme s'ils y étaient plus étroitement liés.

Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser cette osmose. Les députés d'en face ont de la difficulté à me croire, mais il reste que nous avons vraiment essayé de les renforcer en les incitant à sortir des milieux universitaires et gouvernementaux et à se lier davantage au secteur privé et aux industries.

Je voudrais faire des observations sur trois sujets différents. Il s'agit d'abord des liens entre le secteur privé et la recherche fondamentale. Je donnerai des exemples de réussite de la collaboration entre le gouvernement et les